

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

L'objectif des négociateurs : Terminer tout le travail technique d'ici la fin août

Des négociateurs du PTP ont conclu la XVIII^e série à Kota Kinabalu le 25 juillet en accueillant le Japon, 12^e membre du groupe, et en l'informant de l'état d'avancement des négociations. Au cours de la série, on s'est attaqué à 13 chapitres au total, en l'occurrence l'investissement, les mesures non conformes, la concurrence, l'accès aux marchés, les règles d'origine, les obstacles techniques au commerce (OTC), les services financiers, le commerce électronique, l'entrée temporaire, les droits de propriété intellectuelle (DPI), l'environnement, les marchés publics (MP) et les affaires juridiques et institutionnelles, dans lesquels les négociateurs affirment avoir continué de réaliser des progrès pour résoudre les problèmes techniques. En fait, le groupe a déclaré s'être entendu sur un vaste ensemble de questions techniques dans les textes juridiques de chapitres tels que l'accès aux marchés, les règles d'origine, les OTC, l'investissement, les services financiers et le commerce électronique.

En outre, l'hôte de la XVIII^e série, le négociateur principal de la Malaisie, M. J. Jayasiri, a déclaré que les négociateurs ont également été en mesure « de réduire les écarts » dans des secteurs difficiles des pourparlers, préparant la voie à une « éventuelle conclusion hâtive » de certains sujets.

Pour ce qui est des sujets plus difficiles (p. ex., les DPI, l'environnement et les entreprises d'État), M. Jayasiri a déclaré que les négociateurs examinaient des options supplémentaires pour faire progresser le travail dans les groupes de négociation. C'est le cas de l'accès aux marchés pour les produits industriels, agricoles et textiles et les vêtements, dans lequel le groupe a accepté d'accélérer son travail afin d'atteindre l'objectif, en l'occurrence parvenir à un accord global de grande qualité cette année, comme l'ont enjoint les dirigeants du PTP, d'expliquer le négociateur principal de la Malaisie.

« [TRADUCTION] Nous abordons à présent l'étape à laquelle les négociateurs doivent composer avec les enjeux plus difficiles et délicats », a ajouté M. Jayasiri, qui continue d'avoir bon espoir que les plans pour le travail intersessionnel permettront de régler davantage de questions lors de la XIX^e série, qui est prévue pour la semaine du 22 au 30 août au Brunei Darussalam.

Ceci étant dit, les avis des négociateurs semblent être partagés sur la façon d'y parvenir. « [TRADUCTION] Nous avons tous des points de vue différents » sur la façon d'aborder les questions restantes, a déclaré la négociatrice des États-Unis, M^{me} Barbara Weisel, ajoutant que les négociateurs devront « collaborer pour trouver les compromis qui conviennent pour parvenir à une conclusion » – un objectif qui sera probablement rendu plus compliqué par l'ajout du Japon aux pourparlers, bien que ce dernier se soit engagé à s'intégrer rapidement et harmonieusement au processus.

La complication a été rendue manifeste par le malaise qu'ont affiché les négociateurs lorsqu'on leur a posé des questions au sujet du souhait du Japon de mettre cinq produits agricoles (produits laitiers, blé, riz, sucre et viande (porc et bœuf)) à l'abri de l'élimination des tarifs. M^{me} Weisel a détourné la question vers son homologue japonais, affirmé avec insistance que les positions de son pays sont bien connues et qu'on l'abordera en temps voulu.

L'appel lancé par le président Obama pour que l'on termine les pourparlers d'ici la réunion des dirigeants de l'APEC à Bali, en octobre, a été la force motrice de l'accélération des pourparlers à Kota Kinabalu. On a signalé que pour y parvenir, chaque groupe de négociation a élaboré un plan détaillé pour régler les questions restantes et terminer son travail cet automne.

On a signalé que le nouveau représentant au commerce des É.-U., M. Michael Froman, projette de prendre contact régulièrement avec d'autres ministres du PTP au cours des prochaines semaines, à l'avance de la prochaine série, afin de trouver des solutions aux enjeux délicats qui restent à régler, guider le travail de négociateurs et faire en sorte que les négociations continuent de progresser rapidement vers le résultat de grande qualité que les dirigeants du PTP sont convenus de rechercher.

Selon M. Lamy le verre est aux deux tiers plein pour l'ensemble de Bali

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a présidé sa dernière séance du Comité des négociations commerciales de son mandat de huit ans à la barre de l'OMC. La réunion a fait office de ce que M. Lamy a qualifié de « la dernière station-service sur l'autoroute qui mène à Bali », c.-à-d. une évaluation du point où se situent les membres à l'égard d'un ensemble d'enjeux sur lesquels il faut s'entendre à la 9^e Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Bali en décembre (CM9).



Le DG a présenté un exposé détaillé de tous les enjeux de l'ensemble de Bali. Certains progrès ont été réalisés à l'égard des trois principaux sujets agricoles – la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et d'aide alimentaire intérieure, la concurrence à l'exportation et l'administration des CT, mais il reste bien du travail à faire pour régler définitivement ces questions. En fait, une certaine convergence a commencé à se faire jour autour d'une « déclaration/communiqué » sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et d'aide alimentaire intérieure qui reconnaît en termes généraux les politiques établies dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture (AsA) du Cycle d'Uruguay.

« [L]es discussions dans ce domaine ont atteint le stade de l'examen approfondi des paramètres des solutions possibles. Arriver à une convergence est faisable, mais cela reste à faire », a déclaré M. Lamy.

S'agissant de la concurrence à l'exportation, les membres continuent d'avoir des avis différents sur la question de savoir si elle devrait figurer parmi les résultats escomptés de Bali. Le G-20, groupe de pays en développement, demande que l'on prenne un engagement « symbolique » à Bali, une sorte d'arrhes sur l'élimination des subventions à l'exportation, comme il en avait été convenu à la Conférence ministérielle à Hong Kong en 2005. Par ailleurs, les pays développés, notamment l'UE et les États-Unis, ont déclaré qu'ils restent prêts à éliminer leurs subventions à l'exportation, mais prétendent que les conditions dans lesquelles ils pourraient modifier les engagements juridiques dans ce secteur n'ont pas été remplies.

« Une mise en œuvre partielle du pilier concurrence à l'exportation — ou même la mise en œuvre intégrale de ce pilier qui ne s'accompagnerait pas de résultats concrets concernant d'autres éléments essentiels du paquet de Doha — n'est donc pas considérée par ces Membres comme une option viable pour la réunion de Bali », a déclaré M. Lamy. L'enjeu, a ajouté M. Lamy, exige « une réflexion approfondie sur les diverses options disponibles, afin que les discussions puissent redémarrer immédiatement après la pause estivale ».

« Il s'agit selon moi d'une question politique qui nécessitera une contribution politique », a-t-il ajouté. Entre-temps, la question de l'administration des CT reste le seul sujet qui semble recueillir un consensus jusqu'à présent, car les délégations considèrent qu'il s'agit d'un sujet utile qui « mérite d'être examinée plus avant en vue d'une décision possible à Bali ».

On a également fait état de progrès sur la question de la facilitation des échanges, qui est considérée comme la pièce maîtresse de l'ensemble de Bali. Les membres ont été en mesure de combler certains écarts dans le texte, et cherchent à conclure les négociations cet automne en se concentrant sur les secteurs plus délicats des pourparlers au moyen d'un programme en trois volets:

1. Poursuivre l'amélioration technique du texte.
2. Implication plus importante des fonctionnaires en poste dans les capitales afin de s'attaquer aux enjeux plus politiques et d'accélérer le processus, et enfin
3. Les membres doivent présenter des propositions sur diverses parties du projet d'accord qu'ils ont laissé de côté jusqu'à présent et pour lesquelles il faudra s'attaquer au travail technique et juridique au début septembre.

Les membres se pencheront également sur les quatre enjeux des PMA — accès au marché en franchise et sans contingent; règles d'origine; coton; et mise en œuvre des dérogations de l'origine à l'égard des services. Il incombe au groupe des PMA de présenter leurs propositions sur ces questions. Cependant, les chances de réussite sont minces pour l'accès en franchise et sans contingent et le coton, car les États-Unis ont exprimé d'importantes préoccupations à l'égard de ces deux questions, de déclarer les observateurs commerciaux.

M. Lamy a déclaré que son évaluation globale de l'état d'avancement des négociations est que « la route pour Bali est beaucoup plus claire qu'il y a deux mois ».

« Toutes les formes de consultation ont relativement bien redynamisé les négociations », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres, ajoutant qu'il était encouragé par « le regain de dynamisme dans le travail de fond ».

« Je crois aussi que vous êtes mieux à même de résoudre ces questions dans le temps qui reste jusqu'à Bali. Je dirais que le verre est rempli aux deux tiers ».

Prochains événements

- Conférence des ministres du commerce de l'ANASE, 20-24 août, Brunei Darussalam
- 19^e série du PTP, 22-30 août 2013, Brunei Darussalam
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Sommet des dirigeants du G20, 5-6 septembre 2013, Saint-Pétersbourg
- Conseil général, 8-9 oct., 5-6 nov. 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali